

La réponse, bien entendu, c'est que non seulement la Banque a une seule politique monétaire, que l'ancien gouverneur et son successeur y ont souscrit sans réserve avec l'aval du gouvernement conservateur, mais aussi que la Banque et le gouvernement libéral se sont formellement engagés à l'adopter intégralement.

Voici un passage de la déclaration du gouvernement du Canada et de la Banque du Canada sur les objectifs de la politique monétaire, déclaration publiée le 22 décembre dernier. C'est bien cela, le 22 décembre. Les Canadiens, c'est bien compréhensible, pensaient à autre chose que l'économie. Voici:

En février 1991, le gouvernement [...]

...c'est-à-dire le gouvernement conservateur...

[...] et la Banque du Canada ont annoncé conjointement une série d'objectifs afin de réduire l'inflation et d'instaurer la stabilité des prix au Canada. À la fin de 1995, l'objectif était d'avoir un taux d'inflation se situant à mi-chemin entre 1 et 3 p. 100.

Le texte se poursuit ainsi:

Il est maintenant temps de préciser l'objectif qui guidera la politique monétaire au-delà de 1995 et de proposer pour le moyen terme un guide qui permettra aux Canadiens de prendre leurs décisions en matière économique [...] En conséquence, le gouvernement [...]

C'est-à-dire le gouvernement libéral.

[...] et la Banque du Canada sont convenus de prolonger de 1995 à 1998 les objectifs de réduction de l'inflation et de maintenir le cap sur un taux qui se situerait entre 1 et 3 p. 100 (le point milieu se situant à 2 p. 100) pendant cette période.

La déclaration conclut en ces termes:

En outre, nous maintiendrons la ligne de conduite actuelle en fonction des objectifs fixés pour les grandes fluctuations de prix causées par des événements imprévus et en fonction des modifications apportées à la taxe indirecte qui provoquent de brusques mouvements de l'Indice des prix à la consommation.

Les partis politiques ont la réputation d'utiliser des termes un peu forts dans le feu de l'action et de sombrer dans l'exagération pendant les campagnes électorales. Mais il est rare qu'un parti s'en prenne sans relâche à un éminent fonctionnaire jouissant d'une réputation internationale enviable, et qu'il l'abandonne pour, du même souffle, confirmer ses politiques en désignant son plus proche collaborateur pour lui succéder et appliquer ses politiques sans y changer une seule virgule. Honorables sénateurs, si c'est cela le nouveau sens du mot intégrité, de grâce revenons à l'ancienne définition.

Faut-il s'étonner, honorables sénateurs, après cette triste expérience en moins de trois mois, qu'on ne puisse traiter qu'avec cynisme le supposé plan libéral? C'est pourquoi on ne peut faire autrement que de prendre avec le grain de sel habituel le discours du Trône puisque ses auteurs et leurs conseillers sont les mêmes que ceux du livre rouge, qui est déjà discrédité.

Cela n'a rien de surprenant, toutefois, comme l'a succinctement expliqué en 1963 un auteur appelé à devenir le

chef du Parti libéral quelques années plus tard. En effet, M. Trudeau a alors écrit:

Par conséquent, la philosophie politique du Parti libéral est fort simple: «Ne dites rien, ne pensez à rien, mieux encore, ne pensez pas du tout, mais élisez-nous parce que nous sommes les plus aptes à vous gouverner.»

Le sénateur Gigantès: C'est vrai. C'est toujours le cas.

Le sénateur Lynch-Staunton: En dépit de...

Le sénateur Gigantès: Nous sommes les meilleurs.

Le sénateur Lynch-Staunton: Vous êtes les meilleurs parce que vous ne pensez à rien et dites n'importe quoi.

Malgré ces débuts lamentables, les libéraux sont néanmoins dans une position unique où, en accédant au pouvoir, ils héritent d'une situation économique qui fait l'envie de bien d'autres, et chose certaine...

Le sénateur Molgat: Allons. Il y a des limites.

Le sénateur Lynch-Staunton: ...et chose certaine, cela contraste fortement avec le terrible boubier dont le gouvernement conservateur avait hérité à l'automne 1984.

Le sénateur Molgat: J'avoue que vous ne manquez pas d'humour.

Le sénateur Lynch-Staunton: À l'époque, les libéraux dépensaient 1,33 \$ pour chaque dollar d'impôt perçu pour les dépenses de programmes. Les chiffres sont maintenant à peu près équilibrés.

De 1980 à 1985, les dépenses de programmes ont augmenté en moyenne de près de 14 p. 100 par an. Ces cinq dernières années, le taux d'augmentation est tombé à moins de 5 p. 100 par an. En septembre 1984, le taux d'escompte était supérieur à 12 p. 100. En octobre dernier, il était inférieur à 5 p. 100. Le taux préférentiel était alors de 13 p. 100, tandis qu'en octobre dernier, il était de 5,75 p. 100.

Au cours de la dernière année où les libéraux étaient au pouvoir, le déficit budgétaire s'établissait à un peu moins de 9 p. 100 du produit intérieur brut, comparativement à un peu moins de 6 p. 100 au cours du dernier exercice et cela, malgré les modifications comptables techniques apportées pour la première fois dans les comptes de 1992-1993.

De 1980 à 1984, l'inflation a été, en moyenne, de 8,3 p. 100 par an. Une inflation de 8 p. 100 signifie que rien qu'en neuf ans, l'épargne perd la moitié de sa valeur. L'inflation est maintenant de l'ordre de 2 p. 100.

Malheureusement, le taux de chômage qui, en 1984, était en moyenne de 11,2 p. 100, demeure inchangé à toutes fins utiles. Il est à souhaiter que le nouveau gouvernement présentera d'actives politiques de création d'emplois, de formation professionnelle et de recyclage, afin de poursuivre les efforts déjà faits en ce sens et de les intensifier, si possible. L'augmentation des cotisations d'assurance-chômage et la réduction des projets d'immobilisations ne sont pas exactement un pas dans la bonne direction.

La situation économique dans laquelle se trouve le gouvernement lui laisse, pour la création d'emplois, beaucoup plus de latitude que ne le permettait la situation dans laquelle se